

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/ISR/4

G/SCM/Q1/ISR/4

4 novembre 1996

(96-4627)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Réponses d'ISRAËL¹ aux questions posées par la COMMUNAUTE EUROPEENNE²,
les ETATS-UNIS³ et le JAPON⁴

La Délégation permanente d'Israël a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 28 octobre 1996.

Question de la Communauté européenne

Quand Israël modifiera-t-il la Loi n° 5751-1991 sur les prélèvements commerciaux pour tenir compte des résultats du Cycle d'Uruguay?

Comme il est précisé dans le document G/ADP/W/299-G/SCM/W/307, Israël prépare actuellement un projet de loi incorporant toutes les modifications requises pour mettre la Loi en conformité avec les accords concernés. Nous voudrions souligner que d'importants efforts sont déployés pour que le processus législatif en cours soit achevé au plus tôt.

Questions des Etats-Unis

- 1. Nous prenons note du fait que votre notification (G/ADP/N/1/ISR/2) contient une traduction révisée de la Loi précédemment notifiée au Comité. Si tel est le cas, est-il exact que votre loi antidumping n'a pas été mise en conformité avec l'Accord? Par ailleurs, est-il exact qu'il s'agit d'une violation de l'article 18.4 de l'Accord antidumping?**

La notification G/ADP/N/ISR/2 contient une traduction révisée de la Loi israélienne de 1991, mais elle ne tient pas compte des modifications actuellement élaborées en vue de mettre cette Loi en

¹G/ADP/N/1/ISR/2-G/SCM/N/1/ISR/2.

²G/ADP/Q1/ISR/2-G/SCM/Q1/ISR/2.

³G/ADP/Q1/ISR/1-G/SCM/Q1/ISR/1.

⁴G/ADP/Q1/ISR/3-G/SCM/Q1/ISR/3.

conformité avec l' Accord. Comme il est dit dans le document G/ADP/W/299-G/SCM/W/307, Israël est à mi-parcours du processus de révision qu' il a entamé et qui aboutira à une Loi révisée conforme à l' Accord. Il faudrait tenir compte du fait que, vu le manque de ressources, ce processus prend du temps, mais il sera terminé en temps voulu.

Comme il est indiqué dans le document G/ADP/W/299-G/SCM/W/307, il y a peu de contradictions entre la Loi et l' Accord et, la Loi étant formulée dans des termes généraux, à l' heure actuelle, tout au long de la procédure d' enquête, les autorités se réfèrent naturellement aux dispositions énoncées dans l' Accord et s' y tiennent.

2. Votre gouvernement a-t-il engagé une action en matière de droits antidumping ou compensateurs depuis le 1er janvier 1995?

En réponse à la question sur les enquêtes ouvertes depuis janvier 1995, nous vous renvoyons aux rapports semestriels qui ont été présentés au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires et dans lesquels l' ouverture d' enquêtes a été notifiée.

Questions du Japon

Question 1. Dans le document G/ADP/W/298, le gouvernement israélien a répondu à une question de la façon suivante: "Il sera envisagé de supprimer cet article dans le cadre de la révision en cours."

Quand et comment le gouvernement israélien modifiera-t-il l' article 12 b) de la Loi antidumping israélienne? Cet article sera-t-il supprimé?

Question 2. Israël pourrait-il expliquer comment la compatibilité des dispositions de l' article 12 c) de la Loi israélienne avec l' article 2.2 de l' Accord antidumping est assurée?

Question 3. Dans le document G/ADP/W/299, le gouvernement israélien a répondu à une question de la façon suivante: "Cette méthode n' a jamais été utilisée dans des affaires antidumping et elle est à l' examen dans le cadre de la révision de la loi."

Quel est le résultat de l' examen de cette méthode dans le cadre de la révision de la loi?

Réponse

Israël accueille avec intérêt les questions posées par le Japon et souhaite apporter une réponse globale aux trois questions concernant l' article 12 de la Loi:

Comme nous l' avons indiqué dans le document G/ADP/W/299-G/SCM/W/307, la révision de la Loi de 1991 n' est pas encore terminée et il serait donc difficile de répondre aux questions sur le texte final qui sera promulgué concernant la détermination de la valeur normale (article 12 de la Loi actuelle). Nous sommes conscients du fait que dans son libellé actuel l' article 12 en fait n' est pas pleinement conforme à l' Accord, mais les autorités n' ont pas agi en contradiction avec celui-ci. A l' issue du processus de révision, la Loi se trouvera en conformité avec l' Accord.